

L'État, un acteur économique depuis 1946

En France, l'État a un rôle essentiel dans la vie publique. La deuxième guerre mondiale permet l'affirmation de l'État dans l'économie et la société. Nous nous occupons aujourd'hui seulement des aspects économiques, d'abord pendant la période 1945-1975, durant les Trente Glorieuses puis depuis cette crise de la fin du XXe siècle.

Pendant la guerre, les Résistants préparent la France d'après. Leur projet, bien orienté à gauche, prévoit une prise en main par l'État des affaires économiques pour que le destin de millions de Français ne dépende plus de quelques dirigeants d'entreprises sujets à des égoïsmes personnels. C'est pour cela que sont lancées des nationalisations dans les domaines financiers et industriels. Parallèlement à ces nationalisations, l'État français met en place une planification indicative dont l'administration est confiée à Jean Monnet. C'est lui qui est l'auteur du doc 1, daté de mars 1952. Cette note suggère au chef du gouvernement d'augmenter les investissements dans le domaine industriel. Cela montre bien l'action de l'État dans l'économie puisqu'il fournit l'argent nécessaire à son développement. Le texte confirme la continuité de cette politique depuis la guerre et l'importance de la présence de l'État dans l'industrie et l'énergie.

Le doc 2 montre le général de Gaulle visitant un site d'une des Sociétés Nationales à la fin des années 1950. Au delà du changement de République qui a eu lieu en 1958, la politique économique semble être toujours la même, avec une action importante de l'État. Cette orientation semble même dépasser la crise des années 1970 à la lecture du doc 3. Ce texte rédigé pour la campagne présidentielle de 1981 du candidat socialiste. François Mitterrand a toujours été opposé au général de Gaulle mais pourtant il semble vouloir mettre en place la même politique : intervention dans le domaine industriel, nationalisations dans le domaine bancaire et planification. On note que l'intervention passe également par l'organisation de grands travaux. Malgré les 110 propositions, la crise des années 1970 ne se résorbe pas. Dès 1986, les socialistes sont mis en minorité lors des élections législatives et laissent place à un gouvernement de droite mené par Jacques Chirac. C'est à ce moment que les politiques keynésiennes sont abandonnées par les gouvernants.

Le discours de Chirac critique le rôle de l'État et il ne paraît pas avoir de mots trop durs contre ce rôle : « dirigisme » et « collectivisé » sont là pour suggérer à l'auditoire que la France ainsi dirigée ressemble à un régime soviétique. Le gouvernement est décrit comme obèse, c-a-d qu'il a un budget trop important, et comme menaçant les libertés individuelles car il agirait comme un organisme d'assistance, privant l'individu de la recherche de solutions personnelles en recourant à la solution de l'État : c'est ainsi que les allocations chômage n'apparaissent plus comme une aide pour retrouver un emploi mais comme une solution de facilité qui dispense de chercher un emploi. Ainsi, trente ans après, Chirac s'inscrit en rupture avec la politique du général de Gaulle alors qu'ils appartiennent à la même famille politique. C'est dire le séisme qu'a provoqué la crise. Avec le renchérissement des prix du pétrole et le ralentissement de la croissance, le financement de l'État Providence est devenu problématique. La solution des néo-libéraux est d'alléger l'État et de le faire moins intervenir dans la vie économique. Cela ne va pas sans critiques ni sans aménagement.

Depuis la crise des années 1970, la France s'est habituée à vivre avec plusieurs millions de chômeurs : les modalités des allocations qui leur sont destinées est en discussion à chaque fois que les dirigeants veulent pousser les gens à choisir l'emploi plutôt que le chômage, même si l'emploi proposé ne correspond pas aux compétences de la personne. Les document 5 montre que, loin d'avoir créé un état néo-libéral, les alternances au gouvernement dans la fin du XXe siècle n'ont pas éliminé l'intervention de l'État. En effet le doc 5 présente l'inauguration du TGV est en 2007 qui constitue une opération d'aménagement du territoire - et à ce titre - financé en grande partie par l'État. Le doc 6 est une ouverture sur les possibilités de gouvernance dépassant l'échelle nationale par une direction opérée depuis le FMI : J Attali pense, alors que se déchaîne la crise au niveau mondial, que seul une direction assumée par le FMI permettrait un meilleur traitement.

Pour finir, on peut constater que si l'État a vu son rôle diminuer depuis la fin du XXe siècle, l'État est toujours un maillon essentiel de l'économie en France. Cette évolution a démarré avec les projets de la Résistance, appliqués par les gouvernements de la IVe comme de la Ve République, mettant en place l'État Providence. Sa remise en cause s'opère avec les difficultés de la croissance dans les années 1970 mais il ne disparaît pas complètement, les Français étant très attachés non seulement à la sécurité sociale mais aussi à l'existence d'un état disponible pour ses citoyens.